

RAPPORT FINANCIER 2024



**Assemblée Générale
13 mai 2025**

Rapport financier 2024

- **Rapport du Commissaire aux Comptes**
- **Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées**
- **Comptes annuels 2024**
 - Bilan
 - Compte de résultat
 - Annexes
- **Affectation de résultat**

Budget prévisionnel 2025

Proposition de résolutions

Rapport financier

2024



Expertise comptable
Audit, Conseil et Social

ASSOCIATION ADIL DE L'AIN

**Siège social : 34 rue Général Delestraint
01000 BOURG EN BRESSE**

ASSOCIATION ADIL DE L'AIN

**Rapports du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

SIÈGE SOCIAL

ORIAL

Le Thelemos
12-15, quai du Commerce
C.P. 50203
69336 Lyon cedex 09
Tél. 04 78 43 45 55

167, rue Charles Germain
69400 Villefranche s/ Saône
Tél. 04 74 68 37 43

ORIAL PARIS

6 rue de Bassano
75116 Paris
Tél. 01 40 17 05 47

ORIAL PROVENCE

22, cours Jean Jaurès
BP 115
84603 Valréas cedex 03
Tél. 04 90 35 05 97

Membre du réseau



www.orial.fr

S.A.S. au capital de 3 762 911 € - 444 674 816 00012 RCS Lyon

Société inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom.
Membre du groupe Oriale inscrit à l'Ordre des Experts Comptables des régions : Auvergne Rhône-Alpes, Paris Ile de France, Provence Alpes
Côtes d'Azur et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon-Riom.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale d'Information sur le Logement de l'Ain (ADIL DE L'AIN) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, de l'ouverture de l'exercice jusqu'à la date d'émission de notre rapport.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions reçues par l'Association. Nous nous sommes assuré qu'elles sont évaluées et comptabilisées comme indiqué dans l'annexe. Nous avons validé plus particulièrement la séparation des exercices, l'exhaustivité et la réalité de ces produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI- Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des évènements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou évènements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et évènements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 15 avril 2025

Pour SAS ORIAL

Commissaire aux Comptes

J.P BOUVARD

Fondé de Pouvoirs

Fondé de Pouvoirs

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Réunion de l'assemblée générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

CONVENTIONS PASSES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé

Convention de partenariat

Personne concernée : Madame Clotilde FOURNIER, Présidente de l'ADIL et Vice-Présidente du Conseil Départemental de l'Ain.

Nature et Objet : Une convention de partenariat a été conclue entre le Département de l'Ain et l'ADIL de l'Ain. Cette convention a pour objet la mise en place, la gestion et l'animation de l'observatoire départemental de l'habitat de l'Ain pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2029.

Modalités : A ce titre, l'ADIL a perçu sur l'exercice 2024 une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 160 000 €.

Fait à Lyon, le 15 avril 2025

Pour SAS ORIAL
Commissaire aux Comptes

J.P BOUVARD
Fondé de Pouvoirs

Comptes annuels 2024

- Bilan au 31 décembre
- Compte de résultat
- Annexes

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	2024			2023	PASSIF	2024	2023
	Brut	Amort	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	2 789	2 789			Réserves statutaires ou contractuelles	110 000	110 000
Immobilisations corporelles	95 402	80 036	15 366	12 828	Réserves pour projet de l'entité	20 000	20 000
					Réserves		
					Report à nouveau	152 258	142 606
					Résultat de l'exercice	6 932	9 652
Total I	98 191	82 825	15 366	12 828	Total I	289 190	282 258
ACTIF CIRCULANT					FONDS DEDIES		
Autres créances	14 697		14 697	4 972	Fonds dédiés		
Disponibilités	545 122		545 122	554 191	Total II		
Charges constatées d'avance	3 674		3 674	3 966	PROVISIONS POUR CHARGES		
					Provision départ retraite	92 088	82 410
Total II	563 493		563 493	563 129	Total III	92 088	82 410
					DETTES		
					Fournisseurs et comptes rattachés	19 019	26 460
					Dettes sociales et fiscales	178 562	184 679
					Produits constatés d'avances		
					Autres dettes		150
Total IV					Total IV	197 581	211 289
TOTAL GENERAL (I + II)	661 684	82 825	578 859	575 957	TOTAL GENERAL (I + II+ III+IV)	578 859	575 957

ADIL DE L'AIN

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2024

C H A R G E S	Exercice 2024	Exercice 2023	P R O D U I T S	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	104 139	97 623	Cotisations	1 230	1 230
Charges de personnel et charges sociales	618 129	572 194	Partenariat Codal de l'Ain	21 383	20 561
Dotation amortissements immobilisations	6 330	6 975	Concours publics et subventions d'exploitation	544 110	489 553
Dotation provision retraite	9 678	9 002	Contributions financières	167 672	169 106
Reports en fonds dédiés			Reprise sur provisions retraite et transferts de charges	3 700	8 736
Charges diverses	4	5	Utilisations des fonds dédiés		
			Autres produits	205	186
Total I	738 281	685 799	Total I	738 300	689 372
CHARGES FINANCIERES Total II			PRODUITS FINANCIERS Total II	8 232	7 181
CHARGES EXCEPTIONNELLES Total III			PRODUITS EXCEPTIONNELS Total III		
IMPOTS SUR PLACEMENTS Total IV	1 319	1 103			
Total des Charges (I + II + III + IV)	739 600	686 902	Total des Produits (I + II+ III)	746 532	696 554
Excédent	6 932	9 652	Déficit		
TOTAL GENERAL	746 532	696 554	TOTAL GENERAL	746 532	696 554

1 Objet social

L'ADIL de l'Ain, Agence Départementale d'Information sur le Logement, a ouvert ses portes au public en 1983.

L'ADIL est agréée par l'Agence Nationale pour l'Information sur le Logement (ANIL) et conventionnée par le Ministère en charge du Logement.

Son caractère d'intérêt général est codifié sous l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

« ...l'Association Départementale d'Information sur le Logement a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial... ».

Le rôle des ADIL, leur composition, leur condition d'agrément ainsi que certaines clauses de leurs statuts sont soumises à des dispositions législatives (décret du 6 novembre 2007).

L'ADIL de l'Ain a obtenu son agrément ministériel par arrêté du 17 mars 2009.

2 Nature et périmètre des activités

- Une mission de service au public

L'ADIL est un outil au service du public et des acteurs de l'habitat du département de l'Ain.

Elle délivre une information **gratuite, neutre et objective sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux touchant au logement et à l'habitat.**

Cette information personnalisée, avant tout préventive, permet notamment à l'utilisateur de mieux connaître ses droits et obligations, les solutions adaptées à sa situation personnelle, ou l'état du marché du logement et d'être ainsi en mesure de faire des choix éclairés.

Chaque année, l'ADIL de l'Ain délivre plus de 13 000 conseils juridiques auprès d'un public varié : locataires, propriétaires bailleurs ou occupants, collectivités et professionnels de l'immobilier.

- Une vocation départementale

Entre les informations délivrées au sein de son siège et lors des permanences dans les principales villes du département, l'ADIL couvre l'ensemble du département.

Toutes les communes de l'Ain comptent des administrés ayant eu recours au service de l'ADIL.

- Des juristes spécialisés en droit immobilier

Les conseillers juristes sont titulaires majoritairement d'un DEA/DESS (Bac+ 5) ou Master 2.

- L'observatoire départemental de l'habitat

A la demande du Conseil départemental, l'ADIL de l'Ain porte depuis 2020 l'observatoire départemental de l'habitat.

- Prévention des expulsions locatives

Depuis décembre 2021, l'ADIL de l'Ain porte également la mission sortie de crise Prévention des expulsions locatives qui est financée par l'Etat.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas de faits caractéristiques significatifs sur l'exercice.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Il n'y a pas de faits caractéristiques postérieurs à la clôture.

4 Principe et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissements et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 789	-	-	-	2 789
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	37 539	-	3 746	-	33 793
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	84 762	8 869	32 022-	-	61 609
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
		122 301	8 869	35 768	-	95 402

Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		125 090	8 869	35 768	-	98 191

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 789	-	-	2 789
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	37 539	-	-	33 793
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	71 935	6 330	-	46 243
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	109 473	6 330	-	80 036
Total général		112 262	6 330	-	82 825

5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Variation des fonds	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	130 000				130 000
Report à nouveau	142 606	9 652			152 258
Excédent ou déficit de l'exercice	9 652	- 9 652	6 932		6 932
Situation nette	282 258		6 932		289 190
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	282 258	0	6 932	0	289 190

5.3 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

5.3.1 Provisions

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	82 410	9 678		92 088
TOTAL	82 410	9 678		92 088

5.3.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	92 088		92 088

L'entité provisionne son engagement pour indemnité de départ en retraite, dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture, sont précisées ci-après.

Le montant de l'engagement s'élève à 92 088 € au 31 décembre 2024.

Cet engagement est estimé selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la Recommandation ANC 2013-02.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 64 ans.
- Taux d'actualisation : 3.1%.
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%.
- Convention collective : selon les termes du règlement intérieur de l'ANIL régissant les ADIL agréés ainsi que selon les dispositions légales en vigueur.
- Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover, les statistiques publiées pour le secteur d'activité le plus proche : Activités associatives

5.3.2 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'1 an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	-		
	Autres	14 697	14 697	
Charges constatées d'avance		3 674	3 674	
TOTAL		18 371	18 371	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		19 019	19 019		
Dettes fiscales et sociales		178 562	178 562		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes					
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		197 580	197 580		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

5.4 Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés :

Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;

Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

5.4.1 - Produits de tiers financeurs

5.4.1.1 - Concours publics et subventions d'exploitation

Nature du concours ou de la subvention notifiée	Etat	Conseil Départemental	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Subvention 2024	76 448	162 000	60 438	35 000	155 667	489 553
Subventions 2023	73 832	162 000	61 778	35 000	211 500	544 110

5.5 Charges du compte de résultat

5.5.1 Contribution et charges des contributions, volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

- Nature de ces contributions : bénévolat.
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier : nombres d'heures réalisées.
- Méthodes de valorisation : SMIC Horaire Chargé 2024.

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat – 204 H	SMIC Horaire Chargé	3 514

6 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

6.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles s'est élevé à : Néant.

6.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1 ETP	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	10 ETP	
Ouvriers		
TOTAL	11 ETP	

